

Agriculture

tés des provinces de l'Ouest et une poignée de députés des Maritimes, a abaissé les barrières douanières sur le bœuf entrant au Canada en provenance des États-Unis pendant près de cinq mois, tandis que subsistaient les barrières douanières applicables au bœuf qui passait aux États-Unis. En même temps, les Américains achetaient nos bovins d'embauche qui plus tard furent importés au Canada en franchise. Voilà qui est peu prévoyant et ironique. C'est un programme établi au petit bonheur, mais c'est là ce que les éleveurs canadiens, les agriculteurs canadiens et les consommateurs canadiens en sont venus à attendre d'Ottawa. Nous souffrons d'une pénurie de bœuf au pays, et le consommateur veut du bœuf. Il n'y a pas assez de bœuf parce que les bureaucrates sont intervenus dans les mécanismes de l'offre et de la demande. En même temps, les éleveurs au Canada ont subi des pertes plus graves qu'ils ne l'ont fait au moment de l'épidémie de fièvre aphteuse.

Voyons les Maritimes. Il y a des pâturages luxuriants qui n'attendent que de vastes troupeaux de bétail, mais Ottawa stimule-t-il les éleveurs éventuels à établir cette industrie dans les Maritimes? A mon avis, non. Il n'est pas étonnant que les libéraux trouvent difficile de faire élire des députés dans les Maritimes. Les habitants des Maritimes aiment agir de leur propre initiative et ils aiment qu'on les encourage. Je suis persuadé que les libéraux sont contre la libre entreprise et l'initiative dynamique. Notre parti est pour; nous sommes tous pour les agriculteurs, les éleveurs et les consommateurs. Lorsqu'il s'agit de la commercialisation, les agriculteurs sont disposés à accepter les inconvénients s'ils bénéficient également des avantages. Ils veulent un niveau de prix plancher réaliste et non pas des plafonds peu réalistes. Ils veulent avoir l'occasion de produire le plus possible de denrées de bonne qualité et éviter les pénuries. Ils croient que c'est également ce que le consommateur désire.

Lorsque je vois les frustrations du consommateur, de l'agriculteur et de l'éleveur, je commence à me poser des questions sur le gouvernement actuel. J'en suis arrivé à de nombreuses conclusions, mais comme je suis assez indulgent, plutôt bon, je me bornerai à exprimer une pensée sérieuse sur les députés qui ont mis l'agriculteur et les consommateurs canadiens dans la situation actuelle. A vous et au public canadien, je dis des députés libéraux: Pardonnez-leur, pardonnez-leur car ils ne savent ce qu'ils font.

M. Lang: Monsieur l'Orateur, d'autres discussions sont venues s'ajouter aux précédentes et je pense que l'on est maintenant d'accord pour laisser tomber les couche-tard et prolonger le débat sur cette question jusqu'à 10 h 30.

M. l'Orateur adjoint: La Chambre a entendu la proposition du ministre de la Justice (M. Lang). Est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Marcel Roy (Laval): Monsieur le président, c'est avec plaisir que je désire apporter mon humble collaboration à ce débat sur la motion de l'honorable député de Crowfoot (M. Horner), de l'opposition, motion qui se lit comme il suit:

Que la Chambre déplore que le gouvernement ne parvienne pas à faire preuve d'autorité en mettant au point et en appliquant des politiques et des programmes agricoles complets et coordonnés et que, par des solutions improvisées et inopportunes, le gouvernement ait affaibli l'ensemble de l'économie agricole.

[M. Hurlburt.]

Monsieur le président, j'ai entendu le motionnaire ainsi que les autres députés de l'opposition officielle, exposer leurs arguments. Je me suis réellement demandé si nous avons consulté les mêmes statistiques. Car on sait très bien, tout comme les députés de l'opposition d'ailleurs, la situation exacte qui existe dans le domaine de l'agriculture.

On n'a seulement qu'à se référer aux chiffres de 1972 et de 1971 pour constater l'existence d'une augmentation de 17 p. 100, d'un revenu supplémentaire de 17 p. 100, monsieur le président. Mais voici ce qui est encore plus encourageant: en examinant les chiffres de Statistique Canada, on constate que les recettes monétaires provenant de l'exploitation agricole, de janvier à août 1973, sont estimées à \$4,020,000,000 comparativement à \$3,146,000,000 pour la même période correspondante en 1972. Alors, je me demande si les députés de l'opposition ont accès aux mêmes statistiques ou bien si on essaie justement de jouer avec les chiffres pour essayer de faire une fois de plus de la politique sur le dos des agriculteurs. On se demande si on est encore dans le même pays lorsqu'on voit les chiffres officiels qui sont publiés, et lorsqu'on constate l'audace de certains qui présentent de telles motions quand on est conscient de la situation économique qui prévaut dans le domaine de l'agriculture. Il me semble que, étant donné la situation, monsieur le président, je ne pouvais rester cloué à mon siège, parce que j'entends depuis 1968 le même disque du député de Crowfoot. C'est toujours le même disque, c'est toujours le même enregistrement: on veut noircir le tableau de l'agriculture. On irait même jusqu'à intituler le disque du député de Crowfoot: Comment décourager les agriculteurs canadiens afin de réduire le nombre d'agriculteurs pour mieux servir ses propres intérêts. Il me semble que telle est la situation mais, heureusement, le député de Crowfoot n'est pas tellement écouté par la classe agricole, si l'on considère, monsieur le président, que, de 1966 à 1971, le nombre d'exploitation réalisant un profit de \$10,000 ou plus a augmenté d'une façon assez considérable.

On voit alors que l'agriculture n'est pas dans la situation exposée par l'honorable député de Crowfoot.

Depuis 1968, monsieur le président, j'entends les mêmes critiques. Je ne puis faire autrement que m'interroger moi-même sur les points suivants: Quant au député de Crowfoot, à celui de Lisgar (M. Murta) et à celui de Saskatoon-Biggar (M. Gleave), quels sont les intérêts qu'ils veulent servir à la Chambre? Sont-ils conscients de leur rôle de législateurs au service de l'agriculture canadienne ou bien veulent-ils jouer le rôle d'un producteur de grain ou d'un producteur de bœuf qui désire vendre sa propre récolte à la Commission canadienne du blé? Je peux m'interroger sur les objectifs que poursuivent ces députés-là lorsqu'on veut nous faire croire ou laisser supposer que l'agriculture est encore dans une situation décourageante. Je m'interroge sur les objectifs de telles interventions et sur celui que poursuit le député de Crowfoot en présentant aujourd'hui une motion sur la situation qui prévaut dans le domaine de l'agriculture.

J'aimerais qu'une fois on puisse en discuter plus longuement. Je me souviens très bien que, lorsque je siégeais au comité de l'agriculture, nous avons adopté une mesure sur les modifications apportées aux normes et à la classification des grains et, encore là, le député de Crowfoot, pendant un an et demi, s'est opposé, et ce d'une façon systématique, à l'amélioration justement de la politique agricole. Une fois de plus, nous l'avons constaté lorsque nous avons tenté de faire quelque chose, étant conscients du fait que